

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 259 – 13 juin 2014

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : http://www.mmf-france.fr

SOMMAIRE

MOBILISATIONS

1 - Les travailleuses de l'aéroport de Varsovie s'organisent. Une militante est licenciée. Solidarité !

Les travailleurs et travailleuses des magasins d'Aélia Pologne de l'Aéroport Chopin de Varsovie ont fondé une nouvelle union syndicale : « Inicjatywa Pracownicza ». Le 7 juin, Anna, qui avait été élue pour représenter le personnel syndiqué à l'Union, a été licenciée sans préavis.

Son contrat de travail a été annulé par la fameuse « procédure disciplinaire », applicable seulement en cas de « grave violation des responsabilités ». Elle a été licenciée sans accord de Inicjatywa Pracownicza – en violation des lois polonaises sur les syndicats. Le 27 mai, le Directeur des Ressources humaines de Aélia Pologne avait été informé de l'établissement du nouveau syndicat au sein de l'entreprise.

Le 30 mai, Anna n'a pas pu accéder à son lieu de travail situé dans la zone de duty free de l'Aéroport de Varsovie, son laisser-passer ayant été annulé par l'employeur. Elle n'a pas été informée des raisons de son annulation et, contre sa volonté, elle n'a pas pu travailler.

L'employeur a également ignoré la demande de l'Union syndicale de fournir une copie des règlements de travail valides au sein de l'entreprise (comme : le règlement du lieu de travail, des salaires et du fond social). Dans la lettre de licenciement, l'employeur a questionné la légalité de l'Union syndicale des travailleurs sans donner d'argument à ses doutes. Les travailleurs et travailleuses ont aussi été encouragés à dissoudre l'union syndicale.
Aélia Pologne gère un ensemble de magasins de duty free dans les aéroports, assurant la vente de journaux, de produits duty-free (parfums, cosmétiques, alcool, etc) et offrant des services aéroportuaires. En Pologne, l'entreprise gère des magasins dans 7 aéroports. Au niveau mondial, Aélia gère des magasins dans 10 aéroports en France, 5 en Espagne, mais aussi en Chine, en Australie et dans d'autres pay. Aélia appartient au groupe Lagardère Services, l'un des leaders internationaux dans le commerce de détail dans les transports. Lagardère est présent dans plus de 20 pays dans le monde (http://www.lagardere.com/group/worldwide-presence-319.html).
A l'aéroport Chopin de Varsovie, environ 20 % des travailleurs/travailleuses de Aélia Pologne ont rejoint l'Union. Ils/Elles sont consultant/es, vendeurs/vendeuses, assistant/es de magasins et caissier/es, la plupart d'entre eux des femmes. Elles demandent : des sièges pour les travailleurs et travailleuses, l'introduction de règlements et procédures de travail pour traiter les travailleur/es avec dignité et respect, l'information des travailleur/es en cas de changement d'horaires de travail, la fourniture d'uniformes de travail protecteurs à tous les travailleurs et travailleuses, l'information relative à la distribution du fond social et le changement des règles du fond social.
Pour protester contre ce licenciement injuste, les practices illégales, le harcèlement et les traitements anti-syndicaux de Aélia Pologne, nous appelons à une campagne internationale et des actions de solidarité. Inicjatywa Pracownicza organisera des manifestations dans les magasins et bureaux de Aélia en Pologne. Aélia et Lagardère opèrent dans 140 aéroports dans le monde. Si c'est possible, organisez des action de solidarité aux travailleuses d'Aélia et de Lagardère Services dans votre aéroport local.
Nous demandons d'envoyer des lettres de protestation au directeur de l'entreprise en demandant : la réintégration d'Anna, l'arrêt de la répression des travailleurs/travailleuses syndiquées de Aélia Pologne, l'arrêt des pratiques illégales, anti-syndicales et de harcèlement par Aélia Pologne. S'il vous plait, envoyez une copie des lettres à international@ozzip.pl.
Envoyer à : Lagardere Services, Frédéric Renault, Executive Vice President, Lagardère Services Corporate, 2, rue Lord Byron - 75008 Paris – France, Phone: (33) 1 42 99 07 00, Fax: (33) 1 42 99 07 07, dircom@lsnet.fr
Aelia France, Fabrice Berbessou, Executive Vicepresident, Aelia, Tour Prisma, 4-6 avenue d'Alsace, 92982 Paris La Défense Cedex, France
Aelia Polska, Andrzej Milaszewicz, Managing Director, Al. Jerozolimskie 174, 02-486 Warsaw, Poland, T: 0048 22 572 31 87, e-mail: info@aelia.pl

2 - Pinar Selek sera rejugée, sa condamnation à perpétuité annulée !
Le 11 juin 2014, la 9ème cour de cassation d'Ankara a annulé le jugement de condamnation à la prison à perpétuité de Pinar Selek ! Elle a considérée qu'il y avait trop d'illégalités au cour du procès. C'est une victoire pour les avocats, pour Pinar Selek, pour la Coordination « Nous sommes tous témoins », pour la solidarité internationale, mais surtout pour tous ceux et toutes celles qui luttent pour la justice et la liberté en Turquie. Le dossier sera renvoyé auprès d'une nouvelle Cour d'assise car le système judiciaire a été remanié en Turquie. Après 16 ans de luttes, le procès n'est pas terminé. Tout le monde est fatigué de cet acharnement judiciaire, et rien n'est gagné. Pourtant, aujourd'hui, nous sourions et reprenons de la force. Nous admirons les liens que nous avons tissés pendant toutes ces années et notre capacité à créer une multiplicité de résistances.
Le Collectif de solidarité avec Pinar Selek en France www.pinarselek.fr

3 - Prostitution: l'abolition au sénat, maintenant ! – OLF !

Ce jeudi 5 juin au Sénat, la délégation aux Droits des Femmes, sous la courageuse impulsion de Brigitte Gonthier-Maurin, a adopté le rapport se prononçant en faveur de la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel. Osez le féminisme ! salue ce nouveau pas vers l'abolition de la prostitution et souhaite à présent une inscription rapide de ce texte de loi, déjà adopté par l'Assemblée Nationale, à l'ordre du jour du Sénat.

La prostitution n'est pas « le plus vieux métier du monde » : elle est un des plus anciens avatars de la domination des hommes sur les femmes. Loin de l'image glamour que les machistes de tous bords s'obstinent à lui appliquer, la prostitution, quelle qu'en soient les conditions d'exercice, est une violence intolérable, où la misogynie se mêle à la marchandisation des êtres humains. Dans le pays dit « des Droits de l'Homme », les personnes prostituées sont dans leur immense majorité des femmes victimes de la traite d'êtres humains. Il est grand temps que le système prostitueur soit sérieusement attaqué.

En ce sens, l'abrogation du délit de racolage prévue par la proposition de loi est un pas décisif pour que les victimes du système prostitueur ne soient plus considérées comme des délinquant-es. La responsabilisation des « clients » et le renforcement de la lutte contre le proxénétisme, dispositions prévues dans cette proposition de loi, sont indispensables pour renverser la charge pénale vers les réels responsables de l'existence, de la permanence et de la prospérité de ce système.

Parallèlement, l'accompagnement des personnes qui souhaitent sortir de la prostitution demeure un facteur essentiel de la réussite d'une vraie politique abolitionniste. Nous rappelons que seuls des moyens conséquents alloués aux associations, ainsi qu'une attention particulière portée à la régularisation des prostitué-es sans papiers, seront à même de mettre durablement à mal le système prostitueur.

Partout dans le monde, les politiques réglementaristes ont montré leur échec. Inversement, l'abolitionnisme est reconnu par de nombreuses institutions comme la seule réponse pragmatique et efficace face aux réseaux de traite et à l'augmentation de la prostitution. Récemment le Parlement Européen, ainsi que le Conseil de l'Europe, ont voté des résolutions recommandant aux pays membres l'adoption de ce système qui a fait ses preuves dans les pays les plus féministes d'Europe : la Suède, la Norvège et l'Islande. Une proposition de loi est également en train de voir le jour au Canada, soutenue par le Prix Nobel de la Paix Jimmy Carter.

Là où la prostitution est abolie, l'égalité femmes-hommes gagne du terrain. La France ne peut pas rater ce train historique de progrès des droits humains. Osez le féminisme ! appelle donc le gouvernement et les sénatrices et sénateurs à achever l'effort entamé par l'Assemblée Nationale, et à programmer le texte à l'agenda du Sénat dès juillet. OLF ! restera mobilisée jusqu'au vote définitif de ce texte par le Parlement et demeurera vigilante sur la mise en place de l'ensemble des mesures prévues par la proposition de loi, car elles constituent un tout indissociable.

4 - Après l'Europe, le Canada s'engage contre le système prostitutionnel - Catherine Coutelle, Guy Geoffroy, Maud Olivier, Brigitte Gonthier-Maurin

En adoptant le 4 décembre dernier, à la majorité absolue, la proposition de loi relative à la lutte contre le système prostitutionnel, le parlement français a contribué indéniablement à soutenir un mouvement européen pour la lutte contre la traite des êtres humains et en particulier pour aider les victimes de la prostitution à sortir de cette forme de violence qui reste mal reconnue en tant que telle.

Ainsi, une résolution historique portant sur « la prostitution, l'exploitation sexuelle et leur impact

sur l'égalité entre les femmes et les hommes » a été adoptée à une large majorité par le Parlement européen le 26 février 2014. Les eurodéputé-es y rappellent que la prostitution et son exploitation constituent, en soi, un obstacle à l'égalité femmes-hommes et une violation des droits humains tels que définis dans la Charte européenne des droits fondamentaux.
Le 8 avril 2014, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une résolution intitulée « prostitution, traite et esclavage moderne en Europe ». Dans cette résolution, les parlementaires des États membres du Conseil de l'Europe s'inquiètent de l'échec des politiques européennes de lutte contre la traite des êtres humains qui ne prennent pas en compte les législations nationales en matière de prostitution en raison des divergences entre États. La résolution insiste donc sur le fait que « la traite des êtres humains et la prostitution sont étroitement liées » et invite les États membres à « envisager la criminalisation de l'achat de services sexuels, basée sur le modèle suédois, en tant qu'outil le plus efficace pour prévenir et lutter contre la traite d'êtres humains ».
Ce mouvement n'est pas seulement européen. Tout récemment, c'est le Canada qui s'engage sur la voie de l'abolitionnisme en déposant un projet de loi dont les buts sont de : protéger les personnes qui vendent leurs propres services sexuels contre l'exploitation ; protéger les collectivités contre les torts causés par la prostitution ; réduire la demande pour les services sexuels.
A ce mouvement européen et international, la France a pris sa part, donc. Elle ne peut en rester là : la prochaine inscription à l'ordre du jour du Sénat de la proposition de loi relative à la lutte contre le système prostitutionnel pour examen contribuera concrètement, par l'achèvement du processus législatif, à libérer à terme des dizaines de milliers de personnes, de femmes très majoritairement, victimes de l'exploitation sexuelle en France.

TEXTES

5 - Le marketing du vagin : quand le marché de la beauté s'attaque à l'intime – Sophie Gourion - slate.fr

Une publicité de 1968 pour un déodorant intime se demandait si les femmes pouvaient se contenter du seul déodorant pour aisselles. La réponse ne laissait flotter aucune ambiguïté : « Non, une femme honnête ne peut le nier: ce n'est pas sous ses bras que se trouve son plus grave problème ».
44 ans après, cette publicité peut sembler désuète et profondément sexiste. Pourtant, en 2012, jamais le culte de la perfection de la sphère intime n'a atteint un tel degré d'exigence et de sophistication. Cette année, un fabricant de serviette n'a pas hésité à mettre sur le marché une serviette hygiénique qui « neutralise les odeurs ». « Règles ou pas règles, rien ne vous empêche d'être proche des gens», clamait la publicité.
Plus blancs, plus fermes, plus rosés, plus jeunes, plus parfumés: les sexes féminins sont désormais soumis aux mêmes injonctions que les autres parties du corps plus visibles. Les industriels de la beauté, surfant sur cette culpabilité savamment entretenue, redoublent d'imagination pour créer des produits pour le moins iconoclastes.
Le marché juteux de l'apparence : Chris Ventiane, Aude Vincent et Sophie Pietrucci analysent dans Contre les publicités sexistes l'ampleur du marché de la Beauté : « Autrefois une caractéristique de figures lointaines quasi-sacrées (les déesses, la Vierge, les nobles dames), c'est devenu une préoccupation de toutes les populations. Aujourd'hui, l'obligation de Beauté traverse toutes les classes et l'industrie de la Beauté est devenue un secteur extrêmement lucratif ».
Au premier semestre 2011, le marché mondial des cosmétiques vendus en grande distribution avait progressé de 3,5 %, rapporte Mona Chollet dans son essai *Beauté Fatale*. En France, le secteur de la beauté, l'un des plus dynamiques, réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 17 milliards d'euros et résiste insolemment à la crise, explique-t-elle.
Symptôme de cette quête de l'esthétique poussée à l'extrême, le boom des «sex-designers».

D'après l'American Society for Aesthetic Plastic Surgery, les femmes américaines ont ainsi dépensé 6,8 millions de dollars en 2009 en chirurgie intime. Au Royaume Uni le nombre de labioplasties (réduction des lèvres) a augmenté de 70 % en 2008.

Le boom du «marketing de la honte» : Surfant sur le «marketing de la honte» à la manière des déodorants, certaines marques ont recours à de vieilles techniques publicitaires faisant appel aux peurs des consommatrices : attirer l'attention du consommateur sur un problème dont il n'avait souvent pas conscience ; exacerber l'anxiété du consommateur quant au dit problème ; lui vendre le remède.

Si vous ne vous étiez jamais demandé si votre sexe était assez ferme/rose/parfumé/blanc, ne vous inquiétez pas, les publicitaires y ont pensé pour vous! Et ont trouvé 7 remèdes à ces nouvelles préoccupations esthétiques.

Les 7 péchés capitaux du sexe féminin selon les publicitaires :

1. Votre sexe n'est pas assez blanc : Une publicité indienne pour «Clean and Dry intimate wash» un produit blanchissant pour le vagin et ses contours, a récemment fait grand bruit. Son slogan: «La vie pour les femmes sera désormais plus fraîche, plus propre et, plus important encore, plus claire et plus intime». Vendu en Inde, le produit, qui «éclaircit la peau sombre à cet endroit» pour «donner des nuances beaucoup plus justes», se destine aux femmes à la peau foncée, désireuse d'avoir une entrejambe plus claire, et donc plus convenable pour ces messieurs. Le tout à l'heure où des actrices blanches étrangères sont embauchées pour jouer dans des films de Bollywood et où les produits blanchissants comme Dark and Lovely explosent.

Une valorisation de la blancheur qui ne date néanmoins pas d'hier puisqu'on la trouve souvent dans la mythologie. Chez les hindous, par exemple, s'affrontent des dieux à la peau claire et des démons à la peau sombre. Elle s'explique, dit-on, par le fait qu'un teint pâle indiquait le rang social d'une femme n'ayant pas eu besoin de travailler aux champs. Une distinction poussée aujourd'hui dans les moindres recoins de l'anatomie.

2. Votre sexe sent mauvais : Dans les années 30, les femmes utilisaient le Lysol, un désinfectant faisant office à la fois de bain de bouche, produit d'entretien et d'hygiène intime afin de lutter contre «les microbes et les odeurs». Aujourd'hui, la palette de produits destinée à parfumer à la rose le sexe des femmes s'est sophistiquée. Après les pastilles de menthe pour le vagin, les protège-slips et serviettes hygiéniques parfumés, voici les lingettes parfumées et gels intimes qui vous permettront …d'être augmentée! Eve, une marque d'hygiène, distillait ainsi dans la presse ses conseils aux lectrices pour obtenir une augmentation: être factuelle, ne pas laisser la conversation dériver vers le personnel et…se parfumer le vagin grâce à ses lingettes intimes.

Une obsession du «sentir bon» bien ancrée: l'hygiène intime est avant tout une question d'odeurs dans l'esprit des femmes puisque 47% d'entre elles avouent se laver par peur de ce désagrément.

3. Votre sexe est triste : En Europe, plus de 60% des femmes se teignent les cheveux, un marché qui va encore gagner du terrain grâce à la teinture pubienne: rose, bleu mais aussi blond platine, votre sexe va en voir de toutes les couleurs. Mais gare aux racines, un entretien régulier est nécessaire...

4. Votre sexe est moche : Le «vajazzling», contraction de «vajayjay» (vagin en argot américain) et de «bedazzling» (éblouissant) est la dernière tendance en matière de beauté intime aux Etats-Unis. Comme si l'épilation intégrale ne suffisait pas, cette mode consiste à coller sur un sexe entièrement épilé des diamants et strass de toutes formes et couleurs. Une tendance initiée par Jennifer Love Hewitt lors d'une émission télévisée. Celle-ci confiait alors à l'animateur George Lopez: «Après une rupture, une de mes amies m'a collé des cristaux Swarovski sur ma... hum...minette... Ca brille comme une boule disco là en bas». Epilation + décoration: 2 aliénations pour le prix d'une! (avec obligation de renouveler l'opération tous les 10 jours).

5 - Votre sexe est trop visible : Connaissez-vous le camel toe? (traduction «pied de chameau»).

Cette expression très imagée décrit la forme, vue sous des vêtements moulants, des grandes lèvres. Puisque le sexe féminin ne semble désormais s'envisager que façon Barbie, lisse et sans repli, certains ont eu l'idée lumineuse de créer des «cache pubis» en plastique ou façon protège-slip renforcé. Une confiscation symbolique de l'essence même de la féminité, beaucoup moins anodine qu'elle n'en a l'air : cachez ce sexe que je ne saurais voir!
6. Votre sexe a mauvaise mine : Après une soirée bien arrosée ou une nuit un peu courte, on a souvent le teint blafard et un air fatigué. Un coup de blush et de rouge à lèvres et c'est réparé en quelques minutes. Mais avez-vous pensé à la couleur de votre sexe ? Heureusement, la marque My New Pink Button a pensé à tout et a crée les premiers rouge à lèvres destinés à votre intimité. Déclinés en 4 teintes aux noms évocateurs, ils luttent contre *« la perte de couleur »* et redonnent un teint rosé à votre sexe. A assortir à son rouge à lèvre...
7. Votre sexe est vieux : Après le bad buzz du produit blanchissant intime, une marque indienne a lancé récemment 18 again, une crème censée resserrer le vagin et lui redonner la tonicité de ses 18 ans. «Je me sens comme une vierge» chante la jeune femme folle de joie dans le spot publicitaire.
Dans un article de la BBC, Annie Raja, de la fédération nationale des femmes indiennes, estime que «ce genre de crème est un non-sens absolu et pourrait créer un complexe d'infériorité chez les femmes». Elle affirme que ce produit renforcerait l'opinion patriarcale partagée par beaucoup en Inde, qui voudrait que toutes les femmes arrivent vierges au mariage. Le Dr Nakhoda, quant à elle, reste très sceptique quant à l'efficacité du produit «Ce sont les muscles du vagin qui permettent de le resserrer et je ne vois pas comment une crème d'application locale peut y parvenir».
Le marketing du vagin : le retour du bâton ? : L'attention apportée à l'esthétique de la sphère intime, le souci de son apparence (mon sexe est-il assez rose, sent-il assez bon, est-il assez ferme ?) s'ajoute, de fait, à la somme impressionnante d'injonctions faites aux femmes. Il ne suffit plus d'avoir de beaux cheveux, être mince, sentir bon, avoir une jolie peau, pas de cellulite, un corps imberbe et jeune, il faut également avoir un sexe parfait. L'épiler, le crémer, le teindre, le parfumer sont autant de gestes chronophages qui se rajoutent à la foultitude d'actions existantes visant à exalter et préserver ses attraits physiques.
Pendant qu'elles perdent un temps et une énergie folle à s'occuper de leurs corps, les femmes ne s'occupent pas du reste. Comme l'explique Mona Chollet dans son brillant essai *Beauté fatale* : « La dévalorisation systématique de leur physique que l'on encourage chez les femmes, l'anxiété et l'insatisfaction permanente au sujet de leur corps, leur soumission à des normes toujours plus strictes et donc inatteignables sont typiques de ce que l'essayiste américaine Susan Faludi a identifié en 1991 comme le backlash: le «retour de bâton », qui, dans les années 1980 a suivi l'ébranlement provoqué à la fin de l'année 1960 par la «deuxième vague de féminisme». Le corps, a permis de rattraper par les bretelles celles qui, autrement, ayant conquis – du moins en théorie – la maîtrise de leur fécondité et l'indépendance économique, auraient pu se croire tout permis.
Puisqu'elles avaient échappé aux maternités subies et à l'enfermement domestique, l'ordre social s'est reconstitué spontanément en construisant autour d'elles une prison immatérielle. Les pressions sur leur physique, la surveillance dont celui-ci fait l'objet sont un moyen rêvé des les contenir, de les contrôler. Ces préoccupations leur font perdre un temps, une énergie et un argent considérable; elles les maintiennent dans un état d'insécurité psychique et de subordination qui les empêche de donner la pleine mesure de leurs capacités et de profiter librement d'une liberté chèrement acquise ».
Un corps désormais perçu comme une somme de problème à résoudre et qui nécessite tous les sacrifices : « Le corps féminin est devenu le champ de bataille de la guerre contre les femmes et le champ de batailles lui-même est devenu leur pire ennemi », écrivait Carla Rice.
Y a-t-il quelqu'un pour sauver nos vagins ? : Quelques initiatives semblent néanmoins prendre le contrepied de ces diktats esthétiques en vue de réconcilier les femmes avec leur intimité. Une

association danoise a ainsi exposé des photos de «vraies» vulves prises dans un photomaton, rapporte regards.fr. «Nous avons remarqué qu'il était difficile de trouver des "vraies" photographies de vulves sur Internet. Le "Kussomatten" a donc été lancé pour que des Danoises de tous les âges fassent une "donation" de la photo de leur sexe», explique Beate Detlefs, présidente de K. Vonders Fond, une association danoise créée en 1975 pour améliorer la connaissance qu'ont les femmes de leur propre corps.
The perfect vagina, un documentaire britannique s'intéressait, quant à lui, aux femmes souhaitant avoir recours à la chirurgie esthétique intime et s'interrogeait sur ce qu'était un sexe parfait.
Plus récemment, Emily Gibson, une scientifique de l'Université de Washington, a mis en évidence que l'épilation pubienne comportait des risques considérables : « Si les poils pubiens sont là, c'est pour une bonne raison. Ils protègent contre le frottement qui peut causer écorchures et blessures. Ils sont un rempart naturel contre les bactéries, explique la scientifique. Le temps, l'énergie, l'argent et l'émotion provoquée chez les deux sexes pour supprimer les poils de leurs parties génitales est astronomique ».
Signe des temps, la publicité a intégré les codes de cette transformation de l'intime. La marque de lingerie Jane Pain a ainsi récemment décroché le «Lapiz de Oro», un prix Argentin récompensant les meilleures publicités, grâce à un visuel pour le moins dérangeant. Des mannequins posent nues, jambes écartées mais leurs sexes semblent engloutis, comme «coupés» par la pliure d'un magazine. Une excision symbolique qui en dit long sur notre époque…

6 - **Campagne et pétition : Non au tourisme sexuel Acheter du sexe n'est pas un sport !**
Le Brésil est la sixième puissance économique du monde avec 200 millions d'habitants et il sera l'hôte de la coupe du monde du 12 Juin au 13 Juillet 2014 et les Jeux Olympiques d'été en 2016. Il est prévu qu'environ, 600,000 touristes assisteront à la Coupe du Monde provenant, principalement, de l'Amérique.
Tandis que la plupart des touristes apprécient la beauté du Brésil, ses plages et ses sites d'intérêt, de nombreuses personnes voyagent au Brésil pour exercer le tourisme sexuel ou bien, pendant qu'ils assistent à ce type de grands événements sportifs, pour exploiter les femmes et les enfants dans le commerce du sexe. Le Brésil est un pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, avec le taux le plus élevé du tourisme sexuel avec la République Dominicaine, le Costa Rica, le Venezuela et Porto Rico.
Le Brésil est un pays d'origine, de transit et de destination pour les femmes, les hommes et les enfants victimes de la traite sexuelle. Les Rapports sur les enfants victimes de la traite sexuelle sont particulièrement élevés surtout dans la partie Nord-Ouest de ce Pays, à Fortaleza, un de siège de la coupe du monde. Les touristes sexuels infantiles arrivent fréquemment d'Europe et les États Unis, mais la demande de prostitution locale prévaut. Beaucoup des personnes transgenre brésiliennes sont aussi fortement exploitées dans le commerce sexuel.
Le gouvernement du Brésil a pris des mesures pour prévoir la Traite sexuelle dans le pays, y compris l'allocation des fonds pour lutter contre la traite des personnes, aider les victimes, le lancement et la promotion de campagnes médiatiques sur la traite des personnes. Néanmoins, il devrait augmenter ses efforts pour prévoir, éradiquer et sanctionner la traite sexuelle. La loi Brésilienne définie la traite comme un délit qui se fonde sur le mouvement, contrairement à ce qui est établie dans le protocole des Nations Unies (Le protocole de Palerme) que le Brésil a ratifié. Le gouvernement doit faire le compromis pour punir à ceux qui participent dans l'exploitation sexuelle des êtres humains, comprenant le tourisme sexuel infantile. Dans l'année 2006 une étude de l'université de Brasilia a trouvé qu'environ un quart des destinations touristiques du Brésil a un marché sexuel actif pour l'exploitation des filles, des garçons et des adolescents. Environ 500,000 filles et garçons sont déclarés comme vendues dans le tourisme sexuel, le Brésil est en position pour devenir un pays avec le taux le plus élevé des filles et des garçons en situation de prostitution

dans le monde entier.

En 2002, le ministère du Travail et de l'Emploi du Brésil a inclus la prostitution dans la liste des métiers et professions autorisées et reconnus pour les personnes ayant plus de 18 ans. La moyenne d'éducation suggérée comme nécessaire pour exercer la prostitution est entre 4ème et 7ème dégrée. La section 5198 de la classification des occupations brésiliennes est en claire violation de l'article 6 de la Convention des Nations Unies sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDAW), ratifiée pour le Brésil.

La pauvreté, la discrimination et la violence de genre sont des facteurs qui promeuvent la commercialisation des millions des filles et des femmes au Brésil. « C'est Facile d'acheter une fille, c'est comme acheter du chocolat… il est hors contrôle », dit Carlos Da Bomb, conseiller de la jeunesse. Même au plein jour, sur les plages, les touristes sexuels « viennent en voiture en cherchant du sexe » dit Susani, une jeune fille exploitée dans le commerce sexuel. Les chauffeurs de taxi, les travailleurs des hôtels et les trafiquants de drogues forment un réseau clandestin qui branche l'offre et la demande dans l'industrie brésilienne du sexe.

Avoir des relations sexuelles avec des jeunes filles mineures est «immoral et condamnable» a dit le Tribunal Supérieur de Justice du Brésil le 27 Mars 2012. Néanmoins, conformément à une décision de la même Cour, un homme qui a eu des relations sexuelles avec des filles de moins de 12 ans, n'a pas commis aucun délit. La reprise des jugements des tribunaux inférieurs, les juges de la Cour Pénale Supérieur ont prononcé que l'âge de la disposition relative au consentement (14) n'était pas absolue, mais peut être conservé ou modifié selon les circonstances. Dans le cas des trois filles, le Tribunal a dit que la prostitution est «un travail», les juges ont déclaré que ces filles n'étaient pas «innocentes, naïves, ignorantes ou mal formées dans le domaine sexuel» et ont décidé qu'elles étaient suffisamment mûres pour consentir.

Tous ces facteurs – la croissance du tourisme sexuel et la reconnaissance de la prostitution comme un travail légitime, même que la croissance exponentielle de toutes les formes d'exploitation sexuelle des enfants sont combinés pour donner les bases d'une argumentation alarmante sur la traite nationale et internationale autant qu'inciter la demande de prostitution pendant le déroulement des événements sportifs de la Coupe du Monde 2014 et les Jeux Olympiques en 2016. Il y a des clairs liens entre l'augmentation de la demande et le déroulement de grands événements sportifs comme la coupe du monde et les jeux Olympiques et la croissance de l'exploitation des femmes et des enfants dans le commerce sexuel. Les proxénètes et les trafiquants donnent aux acheteurs du sexe, la demande, l'offre d'êtres humains vulnérables, spécialement des femmes et des enfants.

En reconnaissant les progrès que le brésil a fait dans le taux de développement humain dans les derniers années, nous déplorons le rôle que le Brésil a pris dans la normalisation de la prostitution comme une pratique culturelle qui permet l'achat et la vente des êtres humains dans le commerce sexuel, plus précisément des femmes et des filles avec totale impunité. Les femmes et les enfants ne sont pas des marchandises sexuelles et le Brésil doit pour faire des efforts en avantage et avoir une conviction politique pour assurer l'égalité de genre et les droits humains des femmes, des filles et des garçons.

Déclaration :

Face à la situation du Brésil Décrit au paravent, les femmes et les hommes signataires déclarent :

- Les corps et les vies des femmes et des filles ne sont pas des marchandises. L'achat d'une femme ou d'une fille pour la prostitution, la traite comme instrument du commerce – un produit - viole ses Droits Humains ;
- Acheter du sexe n'est pas une activité touristique. Le tourisme doit promouvoir le respect entre les personnes et l'environnement, même que favoriser la diversité et l'égalité ;
- Acheter du sexe n'est pas un sport. Payer pour sexe favorise l'exploitation sexuelle des femmes

et des filles, la traite sexuelle. Le sport doit promouvoir le Franc Jeu et l'égalité ;
• Sans demande, Il n'y aurait pas d'offre. L'exploitation sexuelle des femmes et des filles existe parce qu'il y a des hommes qui paient pour le sexe et c'est pour cela que la prostitution existe ;
• Les vrais hommes n'achètent pas des femmes. L'achat du sexe finance l'esclavage sexuel des femmes et des filles ;
• Vivre libre de toute exploitation sexuelle, C'est un droit humain. Nous n'avons pas l'intention de limiter les droits sexuels des femmes et des hommes, mais pour protester contre les conditions sociales, culturelles et économiques inégales qui facilitent la prostitution de milliers des femmes et des filles. La prostitution n'est pas une option pour la majorité des femmes qui se soumettent à celle-ci. Il s'agit plutôt d'une stratégie pour survivre. La prostitution perpétue le stéréotype de mettre comme des objets pour le plaisir des hommes aux femmes et filles.

Exigeons :

- Pour les 32 pays qui participent à la Coupe du Monde au Brésil 2014 et ont ratifié les Conventions et/ou les Protocoles Internationaux contre la traite des êtres humains, spécialement des femmes et des filles : À prendre une position officielle contre le tourisme sexuel qui accompagne et augment avec tous les événements sportifs ;
- Au Comité exécutif de la FIFA, votre Président, les sélectionneurs des équipes nationaux, les entraîneurs, le personnel technique et les joueurs : De Jouer « Franc Jeu » et le promouvoir dans un tournois qui soit libre du tourisme sexuel.
- Aux joueurs des équipes nationaux : Pour s'engager à ne pas utiliser aux femmes qui se trouvent dans une situation de prostitution, car ils sont les modèles pour les jeunes et leurs actions ont une forte influence dans leur comportement social ;
- Aux agences de voyages au Brésil et la planète entière : De faire une promotion éthique du tourisme, libre de violence contre les femmes et les filles.
- Aux individus, les organisations et les institutions : Rejoignez cette cause en faveur d'une vie libre d'exploitation des femmes et des filles dans le commerce sexuel ;
- Au public en général : Pour s'engager à ne pas devenir complice de l'exploitation sexuelle des femmes et des filles, Dans la partie juridique même que dans la partie culturelle, la prostitution ne peut pas s'accepter comme un travail ;
- Au gouvernement Brésilien, en particulier à Mme la Présidente, Pour concevoir et mettre en œuvre une politique contre le tourisme sexuel ainsi que le respect des traités internationaux ratifiés par Brésil pour l'abolition de toutes les formes contemporaines d'esclavage, y compris la traite et l'exploitation sexuelle, particulièrement des femmes et des filles.

Signez et dites non au tourisme sexuel et à l'exploitation sexuelle ! Dites n on au tourisme sexuel à l'égard de la Coupe du monde Brésil 2014 et des Jeux olympiques 2016 i
Pour signer :

7 - Prostitution : Un tournant décisif pour l'abolition – Christine Le Doare

Alors bien sûr il y a eu l'avis de la Commission des Droits de l'Homme, un avis qui n'aide pas vraiment à y voir plus clair et surtout pas à libérer les femmes de leurs obligations patriarcales. Des «sages», pas prêts à remettre en question les privilèges de la domination masculine, les leurs tout compte fait, puisque cette commission est composée de 40 hommes pour 19 femmes !
Heureusement, les évidences ont cela de bien que malgré toutes les traditions, toutes les réticences, tous les lobbys, tôt ou tard, elles crèvent les yeux du plus grand nombre. Toute personne de bonne foi qui fait un parallèle entre les bénéfices et désavantages du régime suédois et allemand ou hollandais, par exemple, ne peut être que convaincue par l'urgence de mettre un terme à un système néfaste pour les êtres humains qui le subissent et par ailleurs second plus important marché criminel au monde.

La prostitution, ça ne peut simplement pas durer parce que : Les hommes qui y ont recours entretiennent un marché dont le produit est un être humain, son intimité, marché alimenté principalement par des criminels et un petit pourcentage d'indépendantes qui se disent « libres » et heureuses « d'être pute » (selon les termes exacts du groupuscule qui entend les représenter : le STRASS) ; L'égalité femmes-hommes est compromise par une répartition des rôles qui assigne aux femmes de mettre leur corps au service de la sexualité et surtout de la domination masculine ; toute éducation au respect dans la sexualité devient hasardeuse ; La prostitution est une violence sexuelle qui occasionne de sérieux traumatismes physiques et mentaux.
C'est en substance ce que vient de dire la Délégation sénatoriale aux Droits des Femmes et à l'Egalité des Chances entre les Hommes et les Femmes, le 5 juin dernier, en adoptant le rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (CRC, Hauts-de-Seine), et en l'assortissant de 11 recommandations.
Le rapport appuie la pénalisation de l'achat d'actes sexuels et la responsabilité des clients de la prostitution, l'abrogation du délit de racolage ainsi que l'attribution de moyens pérennes au financement du parcours de sortie de prostitution : « La délégation a considéré que la prostitution est avant tout une violence qui s'exerce contre les femmes, qu'elle ne saurait être considérée comme un métier et que le débat sur la prostitution pose, en réalité, la question de l'égalité entre hommes et femmes. « et en ajoutant : « La délégation souhaite également, renforcer la sensibilisation à l'égalité entre hommes et femmes dès le plus jeune âge. Elle recommande également la généralisation des ABCD de l'égalité »
Le Haut Conseil à l'Egalité entre les Femmes et les Hommes de son côté, a salué l'adoption de ce rapport favorable à la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel, déjà votée par l'Assemblée Nationale. Il a rappelé que le renforcement de la position abolitionniste de la France s'inscrivait dans une dynamique européenne initiée par l'adoption du rapport Honeyball, en février dernier.
Il faudrait maintenant que le vote de la proposition de loi soit rapidement inscrit au calendrier du Sénat afin que nous puissions engager une véritable politique abolitionniste en France et venir en aide aux personnes prostituées qui le souhaitent. Il y a urgence.
Il semblerait bien que cette dynamique désormais dépasse les frontières de l'Europe : le gouvernement Canadien s'est prononcé à son tour, le 4 juin dernier, pour un dispositif global incluant la protection des victimes du système prostitueur, la pénalisation des proxénètes et des clients. Le gouvernement canadien reconnait que les femmes autochtones sont sur-représentées parmi les personnes prostituées. Son approche consiste à agir sur plusieurs axes : criminaliser les clients qui alimentent et perpétuent la demande de la prostitution ; protéger les personnes prostituées, les aider à sortir de la prostitution, mais ne pas intervenir lorsqu'elles souhaitent continuer leur activité ; également protéger les collectivités contre les torts causés par la prostitution. Le gouvernement canadien veut frapper fort, les peines de prison prévues sont comprises entre 18 mois et 5 ans, assorties d'amendes, 500 $ pour la première infraction. CES amendes seraient doublées si l'infraction est commise près de parcs, d'écoles où des enfants pourraient se trouver. L'objectif est que les clients comprennent les préjudices qu'ils causent aux personnes prostituées et cessent cette pratique d'un autre âge. La loi s'attaque aussi au proxénétisme en renforçant le dispositif existant, elle accroît notamment la peine d'emprisonnement maximale de 10 ans actuelle en la portant à 14 ans. Enfin, les programmes de réinsertion seront financés par des nouveaux fonds qui s'élèvent à 20 millions de dollars.
Enfin, l'exploitation, et n'ayons pas peur des mots, l'esclavage, qui frappe les plus démunis et vulnérables, qui est responsable de trafics sordides d'êtres humains, sont en passe d'être véritablement combattus à l'échelle de la planète.
Cependant, la mobilisation doit continuer, les lobbys des industries du sexe sont particulièrement puissants, infiltrés à tous les niveaux de décision, les enjeux financiers sont pour eux colossaux,

alors vigilance et persévérance sont de misé. Il serait naïf de penser qu'ils ne vont pas tenter de résister, d'agir et jusqu'au bout, et toujours, comme tout système d'exploitation et d'oppression. Les élus de tous bords doivent s'investir et faire preuve d'un fort courage politique.

8 - Ni mariage ni famille, ces fardeaux blêmes qui les emballent - Cy Jung

La manière dont les uns et les autres mettent ces temps-ci la famille à l'honneur a de quoi nous interroger sur la capacité de notre société capitaliste, patriarcale, hétérosexiste et raciste à se penser autrement. J'aime bien cet alignement d'adjectifs. Je l'utilise souvent. Et plus il sera question de famille, plus je vais les aligner tant il devient un devoir pour moi de dénoncer la valorisation de ce qui n'est pas autre chose que la cellule de base de nos systèmes d'oppression.

Oui, la famille est une institution au service du capitalisme (travail gratuit des femmes et accessoirement des enfants, espace économique d'accumulation et de transmission des richesses), du patriarcat (structuration autour du père et de la domination masculine quelles que soient les évolutions légales), de l'hétérosexisme (perpétuation des rôles genrés hétéronormés et des violences faites aux femmes et aux enfants) et du racisme (perpétuation de la ségrégation économique et sociale par la valorisation du lignage contre le métissage des « *origines* »). Dans ce contexte, que les tenants de la Manif pour tous défendent la famille, je comprends : ils sont conservateurs, voire réactionnaires ; comment ne pourraient-ils pas être attachés à ce qui structure le monde dans lequel ils ont envie de vivre ? Ce qui m'étonne plus, c'est l'engouement croissant des LGBTIQQ (cucul ?) pour cette famille qui fondamentalement les opprime. Après avoir choisi de faire l'égalité des droits par le mariage alors qu'il était possible, avec un peu de courage politique et d'imagination juridique, de la faire sur une déconstruction du mariage (je m'en suis déjà exprimé, voilà qu'ils nous servent de la « famille » à toutes les sauces : slogan de la Marche des Fiertés parisiennes , soutien à la fête des Mères par au moins deux pages Facebook de centres LGBT en région, utilisation sans guère d'objet du mot « famille » dans des actions de mobilisation communautaire festives (« Gouine are Family », par exemple, étayage de la juste revendication de la fin des discriminations sur la PMA au nom d'un droit à « fonder une famille »…

Je sens bien que l'on va me rétorquer que quand on fait des enfants pour vivre sous le même toit, de fait, on constitue une famille, famille aujourd'hui reconnue a minima dans la mesure où les moyens de procréation ne sont pas « *ouvert à tous* » et où les tribunaux dévoient la loi Taubira. Je répondrai simplement que l'on peut vouloir avoir des enfants et vivre sous le même toit sans revendiquer être une famille, justement parce que l'on voudrait que cette communauté de vie avec enfants ne soit plus au service de l'ordre capitaliste, patriarcal, hétérosexiste et raciste. Au nom de quoi, alors ? De l'amour, par exemple, celui qui se vit en soi, pour soi, en partage ; au nom du désir, aussi, celui qui fonde l'homosexualité également dans sa dimension politique.

Et la revendication serait alors que quel que soit le mode de vie choisi, en communauté ou en célibataire, quel que soit les sentiments ou les intérêts en jeu, qu'il y ait ou non des enfants dans la boucle, chaque personne soit égale en droits, droit de procréer, droit d'adopter, droit fiscal et patrimonial, etc. Ainsi, ce ne serait plus la famille qui fonderait les droits de la personne en matière de filiation et de patrimoine, mais le fait même d'être une personne. Cela vous semble inimaginable ? Je ne peux que le déplorer et apporter une fois encore mon soutien à Marie-Jo Bonnet (*Adieu les rebelles*, Flamarion, 2014) et à toutes celles et ceux qui portent aujourd'hui une pensée qui se pose comme révolutionnaire, parce que féministe contre la domination masculine qui sévit jusque dans le mouvement LGBTQQ, parce que parlant de l'égalité des droits des personnes, parce que considérant que l'homosexualité porte de manière ontologique une contestation de l'ordre social.

La nature des réactions à la récente intervention de Marie-Jo Bonnet sur France Culture m'a fait comprendre où la fracture s'est formée entre ces acteurs et militants homosexuels, tous sincères

dans leurs engagements, et moi : ces réactions tournent autour de l'idée que Marie-Jo Bonnet (donc moi) penserait le monde d'une manière nostalgique de 1968 avec des visées révolutionnaires anachroniques. « Le monde a changé, nous dit-on. La société de consommation est aujourd'hui le modèle à suivre.
La révolution, mamies, c'est fini ! » Oui, le monde a changé. Oui, la société de consommation, que je nomme *« ordre capitaliste, patriarcal,* hétérosexiste et raciste », est le système dans lequel nous vivons. Oui ? Pour la suite, c'est clairement non ! La révolution en tant que volonté de faire exploser ce système qui nous opprime, non seulement n'est pas finie, mais est devenue une urgence. Et l'avantage de cette révolution-là, c'est qu'elle commence dans nos cœurs et nos choix de vie. Les miens lui sont acquis. Hardi les mamies ! Ouvrons le front.

9 - «Une lesbophobie qui ne dit pas son nom»: SOS homophobie critique le retrait de la pub Chaumet au Pecq – www.yagg.com
Suite au retrait d'une affiche publicitaire du bijoutier Chaumet dans la ville du Pecq, jugée choquante par certain.es habitant.es de cette commune des Yvelines, l'association SOS homophobie tient à rappeler le danger que représente la réaction de cette mairie : «En retirant cette affiche de l'espace public, elle pratique une censure inacceptable qui traduit et renforce la hiérarchisation des couples et des personnes selon leur orientation sexuelle. Le voile qui vient d'être posé sur cette affiche met en lumière une lesbophobie qui n'ose pas dire son nom.»
L'association met en lien cette polémique avec l'annonce de l'entrée du terme «lesbophobie» dans l'édition 2015 du *Petit Robert*, «le résultat», selon elle «de plusieurs années de luttes menées contre l'invisibilité des lesbiennes et contre les injures, violences et discriminations commises à leur encontre. Nommer cette forme de haine et de rejet est la reconnaissance d'une réalité que nous combattons chaque jour ».
SOS homophobie salue d'autant plus la reconnaissance de la lesbophobie dans le vocabulaire, en s'appuyant sur l'analyse de la sociologue Natacha Chetcuti : «Les violences, insultes et stigmatisations s'exercent de préférence à l'encontre des lesbiennes ou des femmes supposées l'être, qui se voient ainsi rappelées à "la place subordonnée qu'elles occupent dans l'ordre sexuel et dans l'ordre du genre". La lesbophobie et le sexisme sont deux formes de discrimination qui se nourrissent l'une de l'autre. Ils contribuent à la création d'un climat de haine et de rejet dont l'attitude de la mairie du Pecq témoigne.»
« Je comprends leur colère et j'en suis désolée, a répondu Laurence Bernard, maire (UMP) du Pecq, citée par l'AFP. Je suis atterrée et navrée de la polémique que tout cela suscite. Je voulais pacifier les choses. Je me disais qu'en enlevant [ces affiches], je faisais un pas vers ces habitants et que je pourrais les amener à accepter l'évolution de la société sans les brusquer. Je crois que ceux qui ont demandé son retrait n'ont même pas vu qu'il s'agissait d'une interprétation du mythe de Narcisse ». Laurence Bernard se dit « tout sauf homophobe", rappelant qu'elle a célébré le premier mariage homosexuel de sa commune », souligne l'AFP.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES…

***10* – « Des chiffres et des lettres : les scénaristes-réalisatrices dans le paysage cinématographique français » – Centre Simone de Beauvoir et Violette and Co – Paris – 21 juin**
Outre la célébration d'une décennie de la librairie Violette and co, lieu consacré à faire connaître des textes littéraires et filmiques mais aussi des essais et autres anthologies autour de ces questions, cet événement permettra de s'interroger sur l'écriture au cinéma avec des scénaristes-réalisatrices, mais également de faire le point sur la place et le rôle des femmes dans le paysage cinématographique français : les divers chiffres et rapports diffusés au printemps dernier ont mis

en lumière certaines tendances qui méritent discussion.
Cette question de la visibilité ou l'invisibilité des femmes qui écrivent ou qui filment, sera introduite par une réflexion autour de la postérité d'Alice Guy, qui illustre bien la difficulté des femmes à rester dans l'histoire. Ce sera aussi l'occasion de "passer le relais" entre des générations de chercheuses et de militantes mais également de poser des jalons pour l'avenir...
14h30 - Introduction par Brigitte Rollet ; Zoom avant sur une pionnière : Alice Guy-Blaché et la postérité", Esra Olcaycan.
15h15-16h00 : "Des chiffres et des lettres" : Florence Bebon, modéré par Nicole Fernandez Ferrer, suivi d'un échange avec la salle.
16h00-16h30 : Pause
16h30-18h30 : Table ronde avec les cinéastes et scénaristes Dominique Cabrera, Valérie Minetto,
18h30-19h30 : Pot
19h30 : Projection du film Journal d'un montage, de Annette Dutertre (2012) en présence de la réalisatrice : Journal de bord du montage du dernier film de Christine Pascal Adultère mode d'emploi, aux Audis de Joinville (1994-1995) quelques mois avant la mort de l'actrice et réalisatrice. "Le cinéma sort du rêve, il en est le prolongement éveillé. C'est le sentiment qui transparaît dans ce beau film (...) Adultère, mode d'emploi parlait du sexe et ce de manière osée. Au cours du montage, Christine Pascal s'amuse de l'avoir fait, et en même temps, on sent qu'elle en a peur. Jusqu'où aller, que peut-on montrer et que ne peut-on pas montrer ? Mutine et rieuse, adorable d'intelligence et de sincérité, on a du mal à croire qu'elle n'a plus que quelques mois à vivre. Tiré d'une boîte noire où il était endormi depuis dix-sept ans, ce film sur le film est aujourd'hui visible. À voir absolument." Serge Toubiana
Où ? : Forum des Halles / 2, rue du Cinéma / 75045 Paris Cedex 01 ; Métro : Les Halles, ligne 4 - sortie Saint-Eustache, Place Carrée et Châtelet, lignes 1, 7 et 14 (sortie Place Carrée) ; RER : Châtelet-Les Halles, lignes A, B et D, sortie Rambuteau puis Forum - Place Carrée.

11 - Rencontre avec Danièle Kergoat : « Penser les dominations, le travail et l'émancipation : points de vue d'une sociologue féministe". Autour de l'ouvrage Se battre, disent-elles… - *Paris* - 24 juin

Danièle Kergoat est sociologue, directrice de recherche émérite au CNRS. Elle a créé le GEDISST (Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail), devenu maintenant le GTM (Genre, travail, mobilités), premier laboratoire français ayant travaillé centralement sur le genre. Ses recherches sont centrées sur le genre et les rapports sociaux de sexe, le travail, le concept de rapport social, les résistances et mouvements sociaux. Elle est l'auteure, notamment, de Les ouvrières (Le Sycomore, 1982), Inversion du genre : corps au travail et travail des corps (co-dirigé avec Yvonne Guichard-Claudic, L'Harmattan, 2007) et Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe (co-dirigé avec Philippe Cardon et Roland Pfefferkorn, La Dispute, 2000) et de nombreux articles. Se battre, disent-elles… est un recueil raisonné des principaux textes de Danièle Kergoat, militante et pionnière des études féministes, ainsi que de la sociologie du travail et du genre. Il donne à voir, dans ses moments essentiels, la construction d'analyses et de concepts qui font aujourd'hui référence pour les chercheurs et pour les militants : et notamment la division sexuelle du travail, les rapports sociaux de sexe, ainsi que leur intrication avec les rapports sociaux de classe et de « race ».En s'appuyant sur ses recherches, notamment sur les ouvrières et sur l'émergence de collectifs de lutte féminins, l'auteur déconstruit les rapports de domination pour mieux éclairer et accompagner la dynamique d'émancipation et l'augmentation de la puissance d'agir des femmes dans notre société.
Mardi 24 juin, 19h, Le Lieu Dit - 6, rue Sorbier 75020 Paris

12 - Colloque « Manuels scolaires, genre et égalité – Centre Hubertine Auclerc – Paris - 2 juillet
Le Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes, vous invite le 2 juillet prochain au colloque : "Manuels scolaires, genre et égalité". En partenariat avec la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat et le Ministère des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.
Ce colloque a pour objectifs de :
- Faire le point sur les travaux les plus récents consacrés aux manuels scolaires du point de vue du genre dans l'ensemble des disciplines ;
- Valoriser des « bonnes pratiques » qui ont permis l'évolution des représentations dans les manuels scolaires ;
- Travailler sur les leviers à mettre en place afin de mobiliser efficacement les acteurs et actrices de la chaîne du manuel scolaire.
Téléchargez le programme détaillé (au format pdf)
L'inscription est obligatoire (date limite : 29 juin) et le nombre de places est limité. Merci de nous prévenir en cas de désistement. Inscriptions : www.hubertine.fr/colloquemanuels
2 juillet, 9h à 17h15, Palais du Luxembourg, salle Monnerville, 26 rue de Vaugirard, 75006 Paris
Accessibilité : La salle de conférence est accessible aux personnes en fauteuil roulant et les débat seront sous-titrés en direct. Programme au format texte à lire en cliquant ici.

LIVRES, CINÉMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION…

13 - Essai : Beauté fatale – Mona Chollet
« Soutiens-gorge rembourrés pour fillettes, obsession de la minceur, banalisation de la chirurgie esthétique, prescription insistante du port de la jupe comme symbole de libération : la « tyrannie du look » affirme aujourd'hui son emprise pour imposer la féminité la plus stéréotypée. Décortiquant presse féminine, discours publicitaires, blogs, séries télévisées, témoignages de mannequins et enquêtes sociologiques, Mona Chollet montre dans ce livre comment les industries du « complexe mode-beauté » travaillent à maintenir, sur un mode insidieux et séduisant, la logique sexiste au cœur de la sphère culturelle.
Sous le prétendu culte de la beauté prospère une haine de soi et de son corps, entretenue par le matraquage de normes inatteignables. Un processus d'autodévalorisation qui alimente une anxiété constante au sujet du physique en même temps qu'il condamne les femmes à ne pas savoir exister autrement que par la séduction, les enfermant dans un état de subordination permanente. En ce sens, la question du corps pourrait bien constituer la clé d'une avancée des droits des femmes sur tous les autres plans, de la lutte contre les violences à celle contre les inégalités au travail ».
Beauté fatale est un travail de compilation et d'analyse absolument remarquable et rigoureux, qui, s'il n'est bien sûr pas exhaustif, offre un panorama très vaste de ce que Mona Chollet appelle (à la suite de la féministe britannique Angela McRobbie) le "complexe mode-beauté" et de ses implications en termes de définition de la féminité. Je me souviens avoir été frappée (et ravie) de l'importance qu'elle accorde à toutes les formes de la culture dite "populaire" (elle parle de "culture de masse") ; elle explique très bien en quoi cette culture est largement dédaignée par l'Université française, alors que « les films, les feuilletons, les émissions de télévision, les jeux, les magazines, parce qu'ils impliquent une relation affective, ludique, aux représentations qu'ils proposent, parce qu'ils mettent en branle les pouvoirs de la fiction et de l'imaginaire, informent en profondeur la mentalité de leur public, jeune et moins jeune ».
Mona Chollet, *Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine*. (Zones, 2012, 18€)

14 - Doumentaire « Survivantes de la prostitution » en DVD – Source : Mouvement du Nid

Nous avons eu le grand plaisir d'accompagner Hubert Dubois, documentariste, dans la sortie de son documentaire « Survivantes de la prostitution » en DVD. Ce DVD est désormais disponible et il a le grand mérite, par rapport à la version en ligne, d'être utilisable hors connexion internet, et ce dans une bien meilleure qualité : cela permet par exemple de le diffuser sur un grand écran. C'est aussi une reconnaissance supplémentaire du travail accompli par Hubert, Laurence, Rosen et les autres femmes qui s'expriment au cours du film…

Grâce au soutien de Mat Films (producteur), toutes les associations souhaitant diffuser le documentaire à des fins de formation professionnelle ou de sensibilisation et prévention peuvent le faire gratuitement. Pour vos événements internes ou externes, vos formations, vous pouvez donc l'utiliser : nous vous le proposons contre une participation de 5 euros l'unité (+ frais de port le cas échéant).

Pour le commander en un ou plusieurs exemplaires, vous pouvez simplement le demander au mail : communication@mouvementdunid.org

Si vous souhaitez proposer le DVD à l'issue d'une projection, sachez qu'il n'est pas possible de le commercialiser à proprement parler, mais qu'il est certain que les spectateurs/trices accepteront de soutenir la diffusion du film par un don en échange d'un DVD.

Enfin, Laurence, Rosen et/ou Hubert Dubois se déplacent volontiers pour participer aux débats publics que vous pourriez mettre sur pied : vous pouvez envoyer vos propositions à l'adresse survivantesdvd@gmail.com (ou à moi par retour de mail et je ferai suivre!)

Une affiche a été créée pour accompagner les événements publics organisés pour la projection du film

15 - Ciné-débat : « Ruines » - Zoé Mavroudi + Débat : Les politiques sanitaires en question" – 25 juin

1*Ruines*, documentaire grec relatant la persécution dont furent victimes en 2012 des femmes accusées de propager le VIH, nous offre l'occasion de mettre sur la sellette les politiques sanitaires en matière de prostitution. Notre débat tout public fait intervenir des professionnel-les de santé, en présence par vidéoconférence de la réalisatrice de *Ruines*.

Entrée libre, réservation souhaitée en cliquant sur ce lien vers le formulaire d'inscription en ligne

Mercredi 25 Juin, 20h, Auditorium de la Halle Pajol, 20 esplanade Nathalie Sarraute, (face au 20 rue Pajol – 75018 Paris.

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;
Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : http.www.mmf-France